

Économie allemande et rapports de force

Développements récents au sein de l'UE et leurs implications concernant la politique commerciale extérieure de l'Europe

Roland D. Kulke

Économiste, collaborateur à la Fondation Rosa Luxemburg, Bruxelles

Ces derniers mois, des changements spectaculaires ont eu lieu au sein de l'UE. Cet article s'intéresse au rôle de l'Allemagne dans la structure de la gouvernance de l'UE qui s'échelonne selon plusieurs niveaux. Notre argument est que la montée de l'Allemagne en tant que nouvel hégémon, non seulement économique mais également politique, aura un impact spectaculaire sur la structure interne de l'UE ainsi que sur son comportement extérieur. Étant donné qu'il s'agit simplement d'une analyse matérialiste, il faudrait inclure dans cette analyse d'autres nations orientées vers l'exportation, telles que les Pays-Bas, l'Autriche et la Finlande. Mais pour des raisons de clarté et parce que l'Allemagne est importante non seulement sur le plan économique mais aussi politique – si on la compare avec les nations plus petites mentionnées précédemment – il est pertinent de se concentrer sur le rôle de l'Allemagne.

L'ascension de l'Allemagne en tant que nouvel hégémon politique au sein de l'UE

L'Allemagne détient depuis peu le statut de *leader* politique incontesté de l'UE. Cela débouchera sur des changements au sein de l'Union européenne qui seront encore plus importants que ce qui apparaissait déjà au début de l'année 2012.

L'ascension de l'Allemagne marque une rupture totale avec un des piliers fondateurs de son intégration au sein de l'Europe occidentale d'après 1945 : le besoin urgent de contrôler le pays sur les plans militaire et politique.

Le défi que représente la situation actuelle au sein de l'UE

Depuis l'introduction de l'euro, l'Allemagne a mis en place un nouveau plan de production. Cette nouvelle politique a débouché sur l'offensive économique d'exportation de l'Allemagne au détriment de ses partenaires au sein de la zone euro, offensive basée sur l'incapacité de ses partenaires commerciaux à dévaluer leur monnaie. Il faut préciser ici que la croissance des exportations de l'Allemagne ne concerne pas seulement les secteurs traditionnels tels que la construction mécanique, la sidérurgie ou les produits chimiques, etc., mais également l'agroalimentaire et l'élevage, etc. Ce développement important doit être attribué au *dumping* salarial en Allemagne et non à l'augmentation de la productivité.

Un important soutien financier de l'Allemagne à la périphérie pourrait déboucher sur une croissance économique limitée au sein de ces pays. Le cas de l'Allemagne de l'Est atteste qu'il existe effectivement peu de chances pour les zones périphériques d'être soutenues. Si l'Allemagne assurait un tel soutien, elle serait en mesure de stabiliser ses propres marchés d'exportation. La question est de savoir quelle est l'importance de la périphérie de l'Europe pour l'Allemagne. Notre avis est que la périphérie européenne est en train de devenir un marché d'exportation de moins en moins important pour l'Allemagne. Au lieu de cela, l'importance du marché des BRICA (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) s'accroît puisque ces pays ont grand besoin des produits de grande qualité que l'Allemagne peut proposer : construction mécanique, produits chimiques et voitures pour leurs classes moyennes en pleine expansion¹.

Certains pourront avancer que l'Allemagne ferait preuve de sagesse en rejetant les GIPE (Grèce, Italie, Irlande, Portugal et Espagne) hors de la zone euro. Pourquoi l'Allemagne devrait-elle payer pour des pays dont elle n'a pas besoin ? Dans la sphère politique, on paie à la place des autres : soit pour des raisons sentimentales, nationalistes par exemple, comme ce fut le cas lors de la réunification de l'Allemagne, soit parce que ces autres pourraient vous être utiles ou représenter un danger. Il ne fait aucun doute que la Grèce ne peut pas compter sur le sentimentalisme de l'Allemagne, chose qui semble aujourd'hui évidente après que la presse à scandale chauviniste a si bien su attiser les préjugés sur les « Grecs paresseux ». D'un autre côté, il se peut que la vision d'une Allemagne dangereuse du fait de son passé nazi ait toujours une place prépondérante dans la mémoire collective – et cela pour de très bonnes raisons – mais il n'est désormais plus possible de faire valoir cet « argument »

pour atteindre politiquement l'élite allemande. La raison de la dévaluation de cet argument moral est qu'après la fin de la guerre froide, trop de pays occidentaux souhaitent s'appuyer sur le pouvoir de l'Allemagne pour résoudre leurs propres problèmes au niveau des relations internationales².

Mais cela n'est pas aussi simple qu'il y paraît. Même si une partie de l'opinion publique allemande soutiendrait une telle action si elle devait être entreprise par ses dirigeants, l'élite au pouvoir hésite à adopter la stratégie du « Grexit » (sortie de la Grèce de la zone euro), du moins pour l'instant. Le fait est que de l'argent en provenance de la périphérie arrive déjà en Allemagne. Dans le cas où la Grèce sortirait de la zone, beaucoup plus d'argent atterrirait dans les caisses du refuge sécurisé qu'est l'Allemagne. En janvier 2012, des investisseurs ont même payé l'État allemand pour obtenir des obligations d'État, ce qui signifie que l'Allemagne a profité de « taux d'intérêt négatifs ».

En effet, une sortie de n'importe quel pays de la zone euro déboucherait immédiatement sur une forte appréciation du nouveau Deutsch-Mark, ou « euro-du-Nord ». L'étude réalisée par le service Recherche et investissement d'UBS, « L'éclatement de l'euro : les conséquences », avance que (après un éclatement de l'euro) une nouvelle monnaie dont l'Allemagne serait la pierre angulaire s'apprécierait d'environ 40-50 % comparée à l'euro actuel³. Ceci aurait des effets négatifs sur, sans doute, le noyau dur du modèle de croissance allemand : ses industries exportatrices. En Allemagne, les entrepreneurs et les élites politiques ne sont peut-être pas les intellectuels les plus brillants, mais ils savent, sans nul doute, que le marché intérieur allemand ne peut rien leur apporter depuis qu'ils sont « parvenus » à supprimer toute la demande intérieure ces dernières années.

L'élite allemande face à un dilemme

Du point de vue de l'élite allemande, d'un côté il faudrait réduire le plus possible l'aide aux pays qui ne présentent pas d'intérêt (parce qu'ils ont un poids politique et veulent affaiblir l'Allemagne ou ceux au sein desquels il existe une demande pour les produits allemands) ; de l'autre, une sortie d'un des pays qui composent les GIPE aurait un impact dévastateur sur les capacités d'exportation de l'Allemagne, du fait de l'appréciation de sa monnaie. Pour toutes ces raisons nous pouvons nous attendre à une tentative de sauvetage de la Grèce, ou plutôt de sauvetage du bilan des banques qui possèdent les obligations d'État de la Grèce. D'énormes sommes d'argent seront versées à l'État grec, ainsi qu'aux autres GIPE, mais seulement pour leur permettre de rester dans la zone euro. Compte tenu des circonstances politiques actuelles, il semble qu'aucun Plan Marshall, comme le demande avec insistance⁴ Barry Eichengreen, ne sera adopté afin de stimuler les industries locales dans les GIPE qui en ont tellement besoin.

Si cette politique est mise en place de manière efficace au sein de l'UE, cela ne signifiera rien d'autre qu'une déflation permanente dans les pays périphériques de l'Union européenne. Comme nous pouvons déjà l'observer, la déflation est compatible avec la croissance économique des régions centrales de l'UE. Les programmes de la troïka représentent la mise en application rigoureuse de ces plans.

Combien d'argent sera versé par le centre à la périphérie dans le futur ?

Pour faire court : le moins possible, mais autant que cela sera nécessaire. Le moins possible signifie : beaucoup moins que ce qui est nécessaire pour reconstruire – ou plutôt construire avec des bases solides pour la première fois – une économie locale autonome. L'aide versée sera bien moindre que celle dépensée par l'Allemagne de l'Ouest pour remettre l'Allemagne de l'Est sur pied après que l'industrie locale, plutôt prospère, a été détruite par le processus de la réunification. Que signifie « autant d'argent que cela sera nécessaire » ? L'Allemagne doit éviter, du moins à ce niveau du développement de la crise, toute scission de la zone euro. Habituellement, les analystes estiment que cette stratégie est développée pour éviter des pertes pour le système bancaire de l'Allemagne et de la France. Outre cet argument, nous pensons que le danger d'une appréciation durable et permanente du noyau dur de l'euro était le réel enjeu pour « Merkozy ». Il paraît raisonnable de supposer que cela restera une stratégie majeure pour le gouvernement allemand étant donné qu'il sert les intérêts du capital financier allemand en s'assurant « une issue de secours » face aux actifs « toxiques » de la Grèce, et dans la prolongation du modèle d'exportation de l'économie réelle, où se trouve également le cœur du mouvement syndical allemand.

Restreindre la marge de manœuvre des sociétés périphériques et construire des têtes de pont

Avec la stratégie de « payer quelque chose mais pas suffisamment », les élites d'Europe centrale cherchent à restreindre tactiquement la marge de manœuvre des populations au sein des GIPE. L'argent qui est dépensé par les élites du centre est destiné à supprimer le mécontentement de l'opinion publique en établissant des têtes de pont stratégiques au sein des États périphériques. Ces têtes de pont à visée sociale seront conservées dans leurs positions respectives au sein des systèmes périphériques uniquement par les injections de fonds provenant des États centraux. L'argent sera ainsi utilisé pour maintenir les régions des GIPE où les populations sont mécontentes et désespérées, isolées les unes des autres. Les systèmes socio-économiques des états périphériques seront, de cette façon, doucement mais sûrement asphyxiés jusqu'à ce que mort s'ensuive, et les élites locales maintiendront de plus en plus leurs

sociétés au rythme des impératifs mis en avant par les élites des États centraux de l'UE.

À quoi l'UE va-t-elle ressembler dans l'avenir ?

De nombreux citoyens de l'Union européenne rêvaient d'une UE au sein de laquelle le niveau de vie deviendrait de plus en plus égalitaire, de façon à ce que les bases matérielles d'une identité commune puissent évoluer. Ce rêve s'est évanoui ; la périphérie a eu sa chance mais elle va désormais assister à sa disparition. Il y aura quelques exemples isolés de régions avec une forte croissance, mais ces régions ne constituent pas des pôles de croissance en expansion dans les régions alentour. D'un autre côté, nous verrons émerger un groupe d'États d'Europe du Nord Ouest, qui, ensemble, adopteront une politique de « cap vers l'Est » en direction de la Chine. Ces États tournés vers l'exportation ne proposeront pas d'opportunités intéressantes à tous leurs citoyens, mais les demandeurs d'emploi seront mieux lotis dans ces pays que leurs homologues qui résident dans un des GIPE. Les dirigeants des nations européennes tournées vers l'exportation s'assureront que cette différence perdure, afin d'éviter une coalition transnationale des laissés pour compte.

Le comportement extérieur de l'UE. Qu'ont en commun le Pacte fiscal et la stratégie d' « Europe Globale » ?

Le comportement des acteurs de relations internationales est influencé par leurs structures sociales internes. Comment les changements au sein de la structure interne de la reproduction des sociétés européennes vont-ils influencer les actions de l'UE à l'échelle mondiale ?

La structure du processus interne d'intégration européenne

Bien que l'intégration de l'Europe se soit poursuivie grâce à des mesures d'intégration des marchés, les secteurs économiques qui ont été intégrés pour la première fois dans les années 1950 mettent en évidence la signification politique de ce projet : le charbon et l'acier d'un côté, et le territoire de la région de l'autre, qui dépendait d'une réelle autorité supranationale. Ce n'est pas un hasard si cette région était la Vallée du Rhin, étant donné qu'elle constitue le principal espace de croissance en Europe occidentale. La Vallée du Rhin était le principal site de production pour le développement des armes. Pour cette raison, l'intégration *via* des moyens économiques peut à juste titre être comprise comme profondément politique. Après la Première Guerre mondiale, la France occupait de larges parties de cette région dans le but de contrôler la production d'armes de l'Allemagne. L'histoire a prouvé que l'occupation

n'était pas une solution viable ; en conséquence, l'intégration supranationale a été décidée à partir de 1945.

L'ascension de l'Allemagne...

L'Union européenne est désormais à un point vraiment crucial de son histoire. Ces dernières années, l'Allemagne est devenue le nouvel hégémon politique de l'UE. Cela a modifié le rapport de force en Europe comme jamais cela n'avait été le cas auparavant. Les concepts d'intégration s'en sont, en conséquence, trouvés complètement modifiés. Avant la crise, l'Allemagne était, en substance, le *leader* économique incontesté de l'UE, mais la France détenait le *leadership* sur le plan politique. Les idées pour poursuivre l'intégration étaient développées à l'Élysée plutôt qu'à Berlin. Malheureusement, le point de vue allemand sur la façon dont il faut résoudre les problèmes économiques domine désormais idéologiquement, et personne ne vient le contester au sein de l'UE. Dernièrement, l'élite dirigeante allemande a dicté la manière dont les peuples d'Europe vont devoir faire face à la crise.

Stephanie Blankenberg (École des études orientales et africaines, université de Londres) a souligné lors de l'introduction à l'atelier de l'EuroMémorandum de 2010 que, alors que le néolibéralisme attaquait l'État-providence dans le passé, le nouveau régime s'attaque désormais à la notion même d'État. Consciemment ou non, c'est précisément cette offensive que le gouvernement allemand est en train de mener. Mais dans le cortège mené par le gouvernement allemand nous retrouvons en bonne place tous les gouvernements, sans exception, des pays qui réalisent des exportations excédentaires à l'intérieur de la zone euro. Ces pays sont historiquement connus sous le nom de « Bloc Deutsch-Mark », parce qu'ils s'appuient sur de puissantes économies depuis des décennies. Un des effets secondaires de la crise économique actuelle en Europe est que l'idée ancienne selon laquelle les régions périphériques peuvent rattraper leur retard n'est plus réaliste. Dans les années 1990 et 2000, il était de bon ton parmi les courants dominants des cercles économiques de parler de régions nouvellement en croissance, qui faisaient de l'ombre à la région d'Europe anciennement appelée « banane bleue ». Pour devenir un intellectuel intégré au sein de la bourgeoisie, il faut dire à l'opinion publique que le marché libre permettra aux régions ou populations jusqu'alors marginalisées de rattraper leur retard ; c'est ainsi que des économistes zélés ont découvert de nombreuses régions ayant une expansion potentielle. La plus importante est la « banane dorée », une région qui s'étend entre Barcelone (est de l'Espagne) et Gênes (nord ouest de l'Italie). L'ironie de l'histoire est que ces régions n'ont jamais affiché de réels taux de croissance. Mais peu importe la réalité lorsqu'il s'agit de promouvoir le marché libre.

La « Schwäbische Hausfrau » (la « ménagère souabe ») dans le rôle du modèle macro-économique de la zone euro

En regardant les décisions prises dernièrement par les États membres de l'UE, bien qu'indépendamment des institutions de l'Union européenne ⁵, nous pouvons comprendre la perception de la crise par les dirigeants européens. Pour le dire simplement : leur recette anticrise provient d'une célèbre interview de la Chancelière Merkel. À la question : « Comment l'Europe doit-elle se comporter en pleine période de crise ? », elle avait érigé en modèle la « Schwäbische Hausfrau » (la « ménagère souabe »). L'image de la ménagère est profondément ancrée dans la culture de l'Allemagne de l'Ouest. Elle représente une perception micro-économique de la sphère économique au sens large. Économiser de l'argent est rationnel pour les acteurs d'une économie unique ; cela ne fait aucun doute. Mais malheureusement, en Allemagne, faire des économies est considéré comme le meilleur moyen de permettre à une économie stagnante de revenir à une croissance durable. Si des petites nations sur le plan économique, comme le Luxembourg, sont tournées vers une micro-économie de ce type, cela n'influence pas les marchés internationaux, étant donné que le Luxembourg est bien trop petit pour générer une réelle demande domestique. Nous ne pouvons malheureusement pas en dire autant pour les pays européens les plus peuplés, l'Allemagne étant, je le répète, ne serait-ce que par sa taille, le marché le plus important d'Europe. Du fait de la croissance du pouvoir de l'Allemagne, ce raisonnement micro-économique s'est inscrit dans le système juridique et politique de l'UE.

Comment les réactions des dirigeants de l'UE influenceront-elles dans le futur le comportement de l'Union européenne vis-à-vis de ses partenaires internationaux en ce qui concerne le commerce international ?

Mon argument de base est le suivant : l'actuelle réécriture des règles des échanges économiques au sein de l'UE va mener, de manière intentionnelle ou pas (et nous pouvons même dire dans le dos des acteurs concernés), à une politique commerciale extérieure complètement nouvelle. Dans les prochaines années – d'où mon argumentation –, de nouvelles initiatives commerciales seront développées par la Commission européenne ; celles-ci seront complètement focalisées sur les bénéfices à court terme pour les grosses multinationales, sans aucune stratégie réfléchie sur le long terme. Cela veut dire que les partenaires financiers de l'Europe doivent composer avec un comportement commercial agressif de la Commission européenne.

Les quatre secteurs d'une économie nationale et leur rôle pour la croissance

Le problème interne de l'UE est très bien décrit par Richard Koo, économiste en chef à l'Institut de recherche Nomura de Tokyo ⁶. Son argument est

que l'Europe est au beau milieu d'une récession économique sur laquelle la politique monétaire n'a aucun impact. Une telle crise, qui n'est pas une crise cyclique comme il y en a de manière récurrente, est déclenchée par la chute des prix des actifs des actions et l'immobilier. Toute économie se décompose en quatre secteurs :

1. Les ménages privés ;
2. Les entreprises capitalistes ;
3. Le gouvernement avec son budget colossal ;
4. Le reste du monde.

Lorsqu'il y a récession, les ménages privés et les entreprises capitalistes ne veulent pas emprunter de l'argent autrement qu'au taux réel d'intérêt, même si ce taux est négatif, puisqu'ils doivent réduire leur niveau d'endettement du fait d'autres emprunts déjà contractés. Lorsque l'on se trouve dans une telle situation, seul l'État peut faire en sorte que l'économie sorte de la crise en investissant de l'argent et en utilisant ainsi les fonds qui sont accumulés par les deux secteurs privés : les ménages et les entreprises.

Selon Richard Koo, l'Europe est dans une situation telle que seule une intervention massive de l'État peut assurer le taux de croissance nécessaire. Mais, on l'a dit précédemment, l'Europe s'est harnachée d'une camisole de force qui l'empêchera d'agir de la sorte.

Que pouvons-nous déduire des nouvelles règles de l'économie européenne en ce qui concerne leurs effets sur la récession dont souffre actuellement l'Europe.

Les ménages privés

Dans les GIPE, le secteur des ménages privés est surendetté de manière spectaculaire et il est urgent de réduire le taux d'endettement. Les nouveaux programmes de gouvernance économique de l'UE ainsi que la troïka favorisent davantage la privatisation des services publics, tels que les systèmes de santé et de retraite. Cela signifie que même dans les États centraux de l'UE, les ménages privés doivent faire des économies. Ils deviennent ce qu'on appelle des « capitalistes à leur insu ». Ils doivent nourrir « l'industrie » financière grâce à leurs petites économies pour au moins espérer une vie décente dans le futur. Comme ils sont obligés de mettre de l'argent de côté, ils ne peuvent pas stimuler la demande nécessaire. Cette situation est réellement dramatique : comme le démontre Richard Koo, l'Allemagne, le *leader* économique européen, n'a pas réagi aux encouragements de la BCE, mais a été ramenée sur le chemin de la croissance uniquement grâce à l'endettement durable des GIPE. Seule la demande qui a été générée artificiellement par le surendettement des ménages privés dans la périphérie européenne a stimulé les taux de croissance (plutôt maigres en réalité) au sein de l'UE lors des dernières décennies.

Les entreprises capitalistes

Pouvons-nous compter sur les entrepreneurs européens pour stimuler la croissance ? Il n'y a pas beaucoup d'espoir sur le fait qu'ils investiront plus d'argent qu'ils ne l'ont fait dans le passé, bien conscients qu'ils sont que la demande domestique va chuter drastiquement dans les prochaines années. Pour comprendre leur peu d'empressement à investir dans les entreprises capitalistes européennes, il suffit simplement de regarder les taux d'investissement extrêmement bas des entreprises allemandes capitalistes à l'apogée de leur prospérité. L'avantage en termes de compétitivité n'était pas recherché grâce à des avancées technologiques, mais grâce à une sous-cotation des prix de leurs concurrents⁷. Le bénéfice généré n'était pas réinvesti dans la production mais, au lieu de cela, était investi dans le secteur financier, puisque c'est là que de plus grands retours sur investissements étaient espérés. En Allemagne, les journalistes économiques ont surnommé le prestigieux fabricant de voitures Porsche « banque Porsche » parce qu'une grande partie de ses bénéfices provenaient d'investissements financiers et non de la vente de voitures.

Le gouvernement et le secteur public

Comme le démontre Richard Koo, l'État doit intervenir lorsqu'on se trouve dans une situation où ni les capitalistes, ni les consommateurs ne dépensent d'argent. Le problème avec l'Europe est qu'elle a choisi d'« économiser jusqu'à la mort » plutôt que d'investir dans un futur meilleur. Les nouvelles règles pour la gouvernance économique au sein de la zone euro ne permettent plus, pour ainsi dire, au secteur public de jouer son rôle d'investisseur du dernier recours.

Le reste du monde – conclusion

L'Europe se trouve dans une situation dramatique puisqu'aucun secteur domestique n'est capable de mettre en œuvre les conditions nécessaires pour générer la croissance qui permettrait à l'Europe de revenir à des taux de croissance stables. Il n'y a qu'une seule issue pour s'extraire du bloc hégémonique en Europe : l'Europe tout entière doit suivre le chemin emprunté par l'Allemagne depuis quelques années et s'inspirer de la réussite de son développement économique. L'Europe toute entière doit devenir une économie d'exportations excédentaires. Dans cette logique, le seul espoir pour l'Europe d'atteindre des taux de croissance tangibles est de conquérir des marchés extérieurs. *Le Wall Street Journal* écrivait dans son édition du 16 mars 2012 :

« La troisième hausse successive des exportations au sein de la zone euro en janvier 2012 permet d'espérer que l'augmentation de la demande extérieure aidera la zone à retrouver de la croissance tôt plutôt que tard », déclara-

rait Howard Archer, économiste à IHS Global Insight, un cabinet-conseil. Il disait que « la faiblesse récente de l'euro va aider les exportateurs » [...] *Un nombre croissant de dirigeants européens demandent une nouvelle politique tournée vers les échanges commerciaux et les autres sources de croissance afin de compenser les coupes budgétaires des gouvernements et d'aider la région à sortir de la crise de la dette souveraine qui perdure. Les chefs de 12 gouvernements – y compris ceux de l'Italie et de l'Espagne, troisième et quatrième économies de la zone euro – ont écrit à la Commission européenne, en février, pour exiger des “étapes concrètes” pour moderniser l'économie, incluant de nouveaux échanges commerciaux avec d'autres pays à travers le monde* ⁸.

Dans cette lutte, il est nécessaire que l'Europe exclue les relations commerciales équitables. Etant donné que l'Europe est obligée, du fait de ses propres règles internes, de devenir une économie déficitaire permanente, avec une baisse structurelle de la demande, elle doit s'appuyer uniquement sur les marchés extérieurs pour vendre ses produits. Le reste du monde se trouve exposé à la situation menaçante qui voit la plus grosse économie du monde copier le modèle autorisé uniquement pour les économies en voie de « rattrapage » : se développer grâce à une stratégie basée sur l'exportation.

Si ces hypothèses sont justes – ce qui signifie que les dirigeants européens sont capables d'imposer ce modèle économique désastreux à leurs propres peuples –, l'Europe ne restera pas un moteur de croissance pour l'économie mondiale. Autrement dit, une grande partie des marchés émergents vont perdre un marché d'exportation très important pour développer leurs propres bases industrielles. ■

Notes

- 1) Voir Bloomberg.com, « *Germany's Future Rising in East as Exports to China Eclipse US* » (« L'avènement futur de l'Allemagne en tant qu'exportateur à l'Est où la Chine fait de l'ombre aux États-Unis »), 7 avril 2011 ; <http://tinyurl.com/3dwwk8f7>
- 2) Tout le débat sur la supposée « normalisation » de la politique étrangère de l'Allemagne est basé sur cette idée.
- 3) <http://bruxelles.blogs.liberation.fr/UBS%20fin%20de%20l%27euro.pdf>
- 4) <http://www.social-europe.eu/2011/07/general-marshall-on-the-aegean/> ; <http://www.social-europe.eu/2011/09/europe-on-the-verge-of-a-political-breakdown/>
- 5) Cela veut dire que des traités ont été signés pour intégrer l'UE encore davantage, mais ces traités ont été signés sans se plier aux procédures légales. Les nouvelles règles développées de cette façon sont donc internationales et non supranationales. Cela démontre une nouvelle fois que le Parlement européen et la Commission européenne sont considérés comme étant dangereux par les dirigeants des États membres.
- 6) Richard C. Koo, « *Learning wrong lessons from the crisis in Greece* » (« L'apprentissage des mauvaises leçons provenant de la crise en Grèce »), mai 2011.

- 7) <http://www.bloomberg.com/news/2012-04-01/euro-was-flawed-at-birth-and-should-break-apart-now.html>
- 8) Alex Brittain, *Wall Street Journal*, « Euro Zone Exports Rise for Third Straight Month », (« L'augmentation des exportations de la zone euro pour le troisième mois consécutif »), <http://online.wsj.com/article/SB10001424052702304692804577284990329954190.html>

